

Pour la première fois, la condition animale s'invite dans la présidentielle

vendredi 21 avril 2017, par [GARRIC Audrey](#) (Date de rédaction antérieure : 17 avril 2017).

Sept candidats sur onze se sont prononcés sur l'interdiction des cages, de la corrida, du gavage ou encore de l'expérimentation animale. Le sujet reste toutefois marginal dans les discours et les meetings.

Pour la première fois, la condition animale s'invite dans une élection présidentielle. Jadis marginalisée ou moquée, elle s'est aujourd'hui imposée comme un sujet légitime pour les candidats à la fonction suprême. Les prétendants l'ont bien senti : l'attente des électeurs est forte, alors que se succèdent les scandales de maltraitance dans des abattoirs et que foisonnent les livres d'intellectuels en faveur d'une société plus respectueuse des droits des animaux.

A six jours du premier tour, sept candidats sur onze ont répondu au manifeste AnimalPolitique, lancé par une coalition - inédite - de vingt-six ONG qui souhaitent inscrire cette cause dans le débat politique. Les associations (L214, la Fondation Brigitte Bardot, etc.) leur demandaient de s'engager sur trente propositions, qui vont de l'interdiction des cages, de la castration à vif ou du gavage des animaux d'élevage jusqu'à l'obligation de les étourdir avant l'abattage en passant par la lutte contre l'expérimentation animale.

Benoît Hamon (Parti socialiste) est le plus en pointe sur le sujet : il s'est prononcé pour 29 des 30 mesures, bottant en touche sur l'interdiction de la corrida et des combats de coqs. Il devance Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise) et Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France), qui soutiennent 26 propositions, Philippe Poutou (Nouveau Parti anticapitaliste) 23, Jacques Cheminade (Solidarité et progrès) 22, Marine Le Pen (Front national) 20 et Emmanuel Macron (En marche !) 18.

Les candidats sont notés

François Fillon (Les Républicains) et Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière) ont chacun envoyé une lettre générale sur la condition animale, « des textes qui ne sont pas exploitables car ils ne se positionnent pas sur des mesures précises », indique Lucille Peget, la coordinatrice du projet AnimalPolitique. Jean Lassalle (Résistons !) et François Asselineau (Union populaire républicaine) n'ont, quant à eux, pas répondu.

« Cette mobilisation est exceptionnelle, s'enthousiasme Lucille Peget. C'est la première fois qu'il y a de telles prises de position sur la condition animale lors d'une élection, d'autant plus sur des questions pointues. Alors qu'il y a quelques années encore, cette thématique n'avait ni crédibilité ni visibilité, elle est aujourd'hui omniprésente dans le débat public. »

Dans un sondage IFOP pour la coalition d'ONG, publié en mars, 39 % des personnes interrogées affirment que les propositions des candidats en matière de protection animale pourraient influencer leur bulletin de vote le 23 avril, soit un bond de 10 points par rapport à l'élection présidentielle de 2012. En outre, 72 % d'entre eux souhaitent que les compétiteurs s'engagent sur des mesures concrètes en la matière.

« Les lobbys restent très puissants »

« Nous constatons que relativement peu de sujets font consensus parmi les sept candidats, du moins dans les thèmes majeurs, note toutefois Lucille Peget. Les sujets les plus délicats, qui n'ont pas emporté d'adhésion, sont l'interdiction du gavage et des corridas, la fin de l'utilisation des animaux dans les cirques et la réforme de la chasse, sans doute parce que les lobbys restent très puissants. »

A l'inverse, tous les prétendants se sont dits favorables à plusieurs mesures moins conflictuelles : interdire la capture des animaux sauvages dans leur milieu naturel à des fins de divertissement, lancer un plan national pour trouver des méthodes de remplacement à l'expérimentation animale ou encore améliorer l'insécurité liée à la chasse pour permettre la coexistence de toutes les activités de pleine nature.

Philippe Poutou est le seul candidat à avoir également répondu au programme Veggie 2017, présenté par l'Association végétarienne de France en faveur d'une « alimentation plus éthique et plus écologique ». Il a validé 7 des 10 mesures proposées par l'ONG, telles que l'instauration d'un menu végétarien alternatif dans les cantines, l'interdiction des lobbys de la viande et du lait dans les écoles ou la mise en place d'une politique agricole de transition vers un modèle plus végétal.

Pour la première fois, en outre, le bien-être animal apparaît dans certains programmes. Jean-Luc Mélenchon souhaite végétaliser l'alimentation et redéfinir les normes d'élevage, tandis que Benoît Hamon promet un plan contre la maltraitance des animaux et Marine Le Pen veut faire de leur protection une priorité nationale, quand bien même il ne s'agit que de sa 137^e proposition (sur 144). « C'est une belle évolution comparé à 2012, qui marque une nouvelle phase. Mais ce n'est pas suffisant et l'on veillera à ce que ces promesses ne restent pas vaines », assure Samuel Airaud, chargé pour L214 de l'observatoire Politique & animaux.

Le site note, au moyen d'un algorithme, les partis et les personnalités politiques selon leurs actes, déclarations ou propositions pour ou contre les animaux. Jean-Luc Mélenchon caracole en tête avec 15,7/20, devant Benoît Hamon (14,7) et Philippe Poutou (14,4). Marine Le Pen décroche 10,9/20, tandis qu'Emmanuel Macron n'obtient pas la moyenne (7,1) et François Fillon finit bon dernier (4,1). Reste que dans les débats et les meetings, le sujet est éclipsé et ne parvient pas à rivaliser avec le chômage, la sécurité ou les déficits publics. La cause animale, aussi légitime qu'elle soit devenue, reste marginale.

« C'est aussi une manière pour les candidats de récupérer facilement des voix. Pour beaucoup d'entre eux, cela ne coûte rien de rajouter quelques phrases dans leurs programmes à ce sujet. Mais dans les discours, lorsqu'il faut faire des choix, les animaux passent à la trappe », analyse Daniel Boy, chercheur au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof).

Création du Parti animaliste

Le FN, en particulier, « instrumentalise ouvertement le bien-être animal à des fins électorales », dénonce l'eurodéputé écologiste Pascal Durand, dans une tribune publiée dans *Libération*. Par leurs votes devant le Parlement européen - contre la fin des cages pour les lapins ou la limitation de la durée de transport des animaux -, « les eurodéputés frontistes soutiennent les grands groupes agroalimentaires qui ne pensent "animal" que par le prisme de l'exploitation et du profit », juge-t-il.

Pour porter cette cause, certains défenseurs des animaux se sont alors lancés eux-mêmes dans le combat politique, en créant, en novembre un Parti animaliste, à l'image de ceux qui existent dans plusieurs pays européens, notamment aux Pays-Bas. « Nous voulons identifier un électorat pour lequel la question animale est une priorité, de manière à amener les autres partis à s'en emparer

plus largement », explique l'une des coprésidentes, Hélène Thouy, avocate au barreau de Bordeaux.

Le parti, qui veut notamment abolir les « pratiques génératrices de souffrance », créer un ministère de la protection animale et adosser à la Constitution française une charte de la protection animale, revendique un millier d'adhérents. Totalement indépendant d'un point de vue financier, il a d'ores et déjà investi 80 candidats aux législatives, et en vise une centaine, tous issus de la société civile.

Audrey Garric

Journaliste au service Planète du *Monde*

P.-S.

* LE MONDE | 17.04.2017 à 11h13 • Mis à jour le 17.04.2017 à 11h19 :

http://www.lemonde.fr/biodiversite/article/2017/04/17/la-condition-animale-s-invite-dans-la-presidentielle_5112471_1652692.html